



Conseil de sécurité

Distr. générale
28 avril 2006
Français
Original: anglais

Exposé succinct du Secrétaire général sur les questions dont le Conseil de sécurité est saisi et sur l'état d'avancement de leur examen

Additif

Conformément à l'article 11 du règlement intérieur provisoire du Conseil de sécurité, le Secrétaire général présente l'exposé succinct ci-après.

La liste des questions dont le Conseil de sécurité est saisi figure dans les documents S/2006/10 du 1^{er} mars 2006 et S/2006/10/Add.12 du 7 avril 2006.

Au cours de la semaine qui s'est achevée le 22 avril 2006, le Conseil de sécurité s'est prononcé sur les questions suivantes :

La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne

(voir S/2000/40/Add.39, 44, 46, 47 et 50; S/2001/15/Add.11 à 13, 34 et 50; S/2002/30/Add.7, 8, 10, 12 à 15, 17, 23, 24, 28, 29, 37, 38, 45 et 50; S/2003/40/Add.2, 6, 11, 15, 20, 23, 28, 33, 37, 41, 42, 46 et 49; S/2004/20/Add.2, 7, 11, 12, 16, 20, 25, 28, 32, 37, 40, 42, 46 et 50; S/2005/15/Add.1, 6, 7, 9, 11, 15, 19, 23, 28, 33, 37, 41, 47 et 50; et S/2006/10/Add.4, 8 et 12)

Dans une lettre datée du 10 avril 2006, adressée au Président du Conseil de sécurité (S/2006/227), le Représentant permanent de Bahreïn auprès de l'Organisation des Nations Unies a demandé, en sa qualité de Président du Groupe des États arabes pour le mois d'avril 2006, et au nom des États membres de la Ligue des États arabes, que le Conseil de sécurité tienne immédiatement une séance pour examiner l'évolution récente de la situation dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est.

Dans une lettre datée du 11 avril 2006, adressée au Président du Conseil de sécurité (S/2006/239), le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente du Yémen auprès de l'Organisation des Nations Unies, en sa qualité de Président du Groupe de l'Organisation de la Conférence islamique, a demandé que le Conseil de sécurité tienne immédiatement une séance pour examiner l'évolution récente de la situation dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est.

Dans une lettre datée du 12 avril 2006, adressée au Président du Conseil de sécurité (S/2006/240), le Représentant permanent de la Malaisie auprès de l'Organisation des Nations Unies, en sa qualité de Président du Bureau de coordination du Mouvement des non-alignés, a exprimé le soutien dont bénéficie la



demande faite par le Président du Groupe des États arabes pour le mois d'avril 2006, et demandé que le Conseil de sécurité tienne immédiatement une séance pour examiner l'évolution récente de la situation dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est.

Suite à ces demandes, le Conseil de sécurité a repris l'examen de cette question à sa 5411^e séance, tenue le 17 avril 2006.

Avec l'assentiment du Conseil, le Président a invité les représentants de l'Algérie, de l'Arabie saoudite, de l'Autriche, de Bahreïn, de Cuba, de l'Égypte, de l'Indonésie, d'Israël, de la Malaisie, du Pakistan, de la République arabe syrienne, de la République islamique d'Iran, de la Turquie, du Venezuela et du Yémen, à leur demande, à participer au débat sur cette question, sans droit de vote.

En réponse à la demande contenue dans une lettre datée du 17 avril 2006, adressée au Président du Conseil de sécurité par l'Observateur permanent de la Palestine auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2006/241), le Président, conformément au règlement intérieur et à la pratique antérieure suivie à cet égard, a invité l'Observateur permanent de la Palestine à participer au débat.

En réponse à la demande contenue dans une lettre datée du 17 avril 2006, émanant du Président par intérim du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, le Président du Conseil de sécurité a adressé une invitation en vertu de l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil à M. Paul Badji, Président du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien.

En réponse à la demande contenue dans une lettre datée du 17 avril 2006, émanant du Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente du Qatar auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2006/244), le Président, avec l'assentiment du Conseil, a adressé une invitation en vertu de l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil à M. Yahya A. Mahmassani, Observateur permanent de la Ligue des États arabes auprès de l'Organisation des Nations Unies.

La situation en Bosnie-Herzégovine (voir S/23370/Add.36, 40, 43 et 45; S/25070/Add.1, 4, 7 à 9, 11 à 13, 15, 16, 18, 19, 22, 23, 24 et Corr.1, 26, 29, 34, 37 et 45; S/1994/20 et Add.4, 6, 8, 10, 13 à 17, 20, 21, 23, 25, 34, 37, 38, 44 à 47 et 49; S/1995/40 et Add.1, 6, 14, 15, 17, 18, 24, 26 à 29, 31, 35 à 37, 40 et 47 à 50; S/1996/15/Add.13, 31, 40 et 49; S/1997/40/Add.6, 10, 12, 19, 23 et 50; S/1998/44/Add.11, 20, 24 et 28; S/1999/25/Add.23, 30, 42, 44 et 45; S/2000/40/Add.11, 18, 23, 24, 27, 32, 42, 45 et 49; S/2001/15/Add.12, 24, 25, 38 et 49; S/2002/30/Add.9, 24, 26, 27, 42 et 49; S/2003/40/Add.27 et 40; S/2004/20/Add.9, 25, 27, 45 et 47; et S/2005/15/Add.11, 45 et 46)

Comme convenu lors de consultations préalables, le Conseil de sécurité a repris l'examen de la question à sa 5412^e séance, tenue le 18 avril 2006.

Avec l'assentiment du Conseil, le Président a invité les représentants de l'Autriche, de la Bosnie-Herzégovine et de la Turquie, sur leur demande, à participer au débat sur la question, sans droit de vote.

Comme convenu lors de consultations préalables, le Président, avec l'assentiment du Conseil et en vertu de l'article 39 du règlement intérieur provisoire de ce dernier, a adressé une invitation à M. Christian Schwarz-Schilling, Haut Représentant pour la Bosnie-Herzégovine.

Rapports du Secrétaire général sur le Soudan (voir S/2004/20/Add.23, 30, 35, 37, 39, 40, 44, 46 et 49; S/2005/15/Add.1, 4 à 6, 9 à 12, 18, 25, 28, 30, 37, 40, 49 et 50; et S/2006/10/Add.1, 4, 11, 12 et 14)

Comme convenu lors de consultations préalables, le Conseil de sécurité a repris l'examen de la question à ses 5413^e et 5414^e séances (privées), tenues le 18 avril 2006.

À la 5413^e séance, comme convenu lors de consultations préalables du Conseil et avec son assentiment, le Président a adressé une invitation en vertu de l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil à M. Salim A. Salim, Envoyé spécial et Médiateur en chef de l'Union africaine pour les pourparlers de paix intersoudanais sur le Darfour.

À l'issue de la 5414^e séance, conformément à l'article 55 du règlement intérieur provisoire du Conseil de sécurité, le communiqué suivant a été publié par les soins du Secrétaire général en lieu et place d'un procès-verbal :

À sa 5414^e séance, tenue à huis clos le 18 avril 2006, le Conseil de sécurité a examiné la question intitulée « Rapports du Secrétaire général sur le Soudan ».

Comme suite à la décision prise à la 5413^e séance, le Président, avec l'assentiment du Conseil, a adressé une invitation en vertu de l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil à l'Envoyé spécial et Médiateur en chef de l'Union africaine pour les pourparlers de paix inter soudanais sur le Darfour, M. Salim A. Salim.

Les membres du Conseil et M. Salim ont eu un échange de vues.

Exposés des ministres ougandais des affaires étrangères et de la défense

Comme convenu lors de consultations préalables, le Conseil de sécurité s'est réuni pour examiner cette question à ses 5415^e et 5416^e séances (privées), tenues le 19 avril 2006.

À la 5415^e séance, le Président, avec l'assentiment du Conseil, a invité le représentant de l'Ouganda, sur sa demande, à participer au débat sur la question, sans droit de vote.

À l'issue de la 5416^e séance, conformément à l'article 55 du règlement intérieur provisoire du Conseil de sécurité, le communiqué suivant a été publié par les soins du Secrétaire général en lieu et place d'un procès-verbal :

À sa 5416^e séance, tenue à huis clos le 19 avril 2006, le Conseil de sécurité a examiné la question intitulée « Exposés des Ministres ougandais des affaires étrangères et de la défense ».

Conformément à la décision prise à la 5415^e séance, le Président, avec l'assentiment du Conseil, a adressé une invitation en vertu de l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil à M. Sam Kutesa, Ministre ougandais des affaires étrangères, et à M. Amama Mbabazi, Ministre ougandais de la défense.

Les membres du Conseil et les Ministres des affaires étrangères et de la défense ont eu un échange de vues.

La situation au Moyen-Orient (voir S/7913, S/7923, S/7976, S/8000, S/8048, S/8066, S/8215, S/8242, S/8252, S/8269, S/8502, S/8525, S/8534, S/8564, S/8575, S/8584, S/8595, S/8747, S/8753, S/8807, S/8815, S/8828, S/8836, S/8885, S/8896, S/8960, S/9123, S/9135, S/9319, S/9382, S/9395, S/9406, S/9427 et Corr.1, S/9449, S/9452, S/9805, S/9812, S/9930, S/10327, S/10341, S/10554, S/10557, S/10703, S/10721, S/10729, S/10743, S/10770/Add.4, S/10855/Add.15, 16, 23, 24, 29, 30, 33, 41, 43 et 44; S/11185/Add.14 à 16, 21, 42/Rev.1 et 47; S/11593/Add.15, 21, 29, 42 et 49; S/11935/Add.21, 42 et 48; S/12269/Add.12, 13, 21, 42 et 48; S/12520/Add.10, 11, 17, 21, 37, 39, 42, 47 et 48; S/13033/Add.2, 16, 19, 21, 23, 34, 47 et 50; S/13737/Add.15, 16, 21, 24 à 26, 33, 47 et 50; S/14326/Add.10, 11, 20, 24, 28, 29, 47 et 50; S/14840/Add.8, 21 à 25, 27, 30 à 33, 37, 42 et 48; S/15560/Add.3, 21, 29, 37, 42, 45, 47 et 48; S/16270/Add.6 à 8, 15, 20, 21, 34, 35, 40 et 47; S/16880/Add.8 à 10, 15, 20, 21, 41 et 46; S/17725/Add.2, 15, 21, 28, 35, 38, 43 et 47; S/18570/Add.2, 21, 30 et 47; S/19420/Add.2 à 4, 18, 19, 22 et Corr.1, 30, 48 et 50; S/20370/Add.4, 12, 16, 21, 30, 32, 37, 44, 46, 47 et 51; S/21100/Add.4, 21, 30 et 47; S/22110/Add.4, 21, 30 et 47; S/23370/Add.4, 7, 21, 30 et 47; S/25070/Add.4, 21, 30 et 48; S/1994/20/Add.3, 20, 29 et 47; S/1995/40/Add.4, 21, 29 et 47; S/1996/15/Add.4, 15, 21, 30 et 47; S/1997/40/Add.4, 21, 30 et 46; S/1998/44/Add.4, 21, 30 et 47; S/1999/25/Add.3, 20, 29 et 46; S/2000/40/Add.4, 15, 20, 21, 24, 29 et 47; S/2001/15/Add.5, 22, 31 et 48; S/2002/30/Add.4, 21, 30 et 50; S/2003/40/Add.4, 25, 30 et 51; S/2004/20/Add.4, 26, 30, 35, 42 et 50; S/2005/15/Add.3, 6, 13, 16, 17, 22 à 24, 29, 42, 43, 49 et 50; et S/2006/10/Add.3, 4, 10 et 12)

Comme convenu lors de consultations préalables, le Conseil de sécurité a repris l'examen de la question à ses 5417^e et 5418^e séances (privées), tenues le 21 avril 2006.

À la 5417^e séance, le Président, avec l'assentiment du Conseil, a invité les représentants du Liban et de la République arabe syrienne, sur leur demande, à participer au débat sur la question, sans droit de vote.

À l'issue de la 5418^e séance, conformément à l'article 55 du règlement intérieur provisoire du Conseil de sécurité, le communiqué suivant a été publié par les soins du Secrétaire général en lieu et place d'un procès-verbal :

À sa 5418^e séance, tenue à huis clos le 21 avril 2006, le Conseil de sécurité a examiné la question intitulée « La situation au Moyen-Orient ».

Comme suite à la décision prise à la 5417^e séance, tenue le 21 avril 2006, le Président, avec l'assentiment du Conseil, a adressé une invitation en vertu de l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil à M. Fouad Siniora, Premier Ministre du Liban.

Les membres du Conseil et le Premier Ministre du Liban ont eu un échange de vues.